

*Prestations de retraite supplémentaires—Loi*

Au début de l'après-midi, le député d'Ottawa-Centre (M. Evans) a pris la parole et a demandé à ces mêmes retraités de faire confiance au gouvernement actuel. Il a dit que le président du Conseil du Trésor lui avait promis que des changements seraient apportés au régime de pension de la Fonction publique avant 1985. Il convient de noter qu'il n'a pas fait cette promesse à la Chambre. Mais il suffit d'être bon en calcul mental—je me demande parfois si les libéraux d'arrière-ban savent calculer—pour se rendre compte qu'il y aura des élections avant cette date, de sorte que le gouvernement ne compte pas vraiment être obligé de tenir sa promesse. Ce projet de loi est une trahison, et le gouvernement a le front de se présenter devant la Chambre, les retraités et tous les employés du gouvernement fédéral, et de leur dire: Faites-nous encore confiance. Nous avons trahi votre confiance aujourd'hui, mais c'est seulement parce qu'il s'agit d'un article budgétaire. Faites-nous confiance et d'ici trois ou quatre ans nous tenterons de nous racheter en essayant autre chose. Je ne crois pas, monsieur le Président, que les retraités fassent confiance au gouvernement actuel. Je ne crois pas que nous puissions compter là-dessus, parce que la confiance est fondée sur des actes, et les actes du gouvernement actuel constituent précisément un abus de confiance.

Depuis quelques minutes, j'entends les députés conservateurs à ma droite me harceler. Ces derniers jours, ces députés n'ont cessé de dénoncer le gouvernement, qui trahit les citoyens et brise des contrats. Ils ont prononcé une foule de discours fantaisistes; pas autant qu'ils auraient dû le faire, mais il fallait s'y attendre car ils ne tiennent pas tellement à défendre les retraités quand ils en ont l'occasion. Eh bien, monsieur le Président, ces mêmes députés conservateurs qui dénoncent ce bill en le qualifiant de trahison devraient se rappeler que lorsque le bill C-124 a été mis aux voix à la Chambre, ils ont appuyé le gouvernement libéral, comme ils le font pour la plupart des mesures législatives de quelque importance, et que le bill en question brisait précisément des conventions collectives que le gouvernement avait signées et qui touchaient des centaines de milliers de travailleurs canadiens. Il ne s'agissait pas uniquement d'une entente verbale, mais bien d'une entente que le gouvernement avait négociée et qu'il avait signée. Et les conservateurs, à l'exception de deux d'entre eux, ont voté en faveur de ce bill; ils ont appuyé les libéraux, ils ont participé à ce bris de contrat. C'est ce bill qui a mis en branle cet abus de confiance à l'endroit des pensionnés, de ceux qui touchent les allocations familiales et des fonctionnaires à la retraite visés par ce projet de loi. Par la suite, monsieur le Président, au cours des derniers jours, alors que les conservateurs avaient l'occasion de combattre le gouvernement, ils n'ont pas fait preuve d'une combativité extrême. Nous avons déjà rappelé qu'ils n'ont déserté la Chambre que pendant 15 minutes, contrearrivant ainsi nos efforts en vue d'empêcher le gouvernement de faire adopter une motion de clôture. Ils avaient déserté pendant 15 jours pour protéger leurs amis des sociétés pétrolières.

**M. Munro (Esquimalt-Saanich):** Pour protéger le Parlement.

**M. Murphy:** Ils ont passé plusieurs jours à protéger leurs amis, les sociétés d'exportation, dans l'affaire de la Canagrex, mais ils n'avaient que 15 minutes à consacrer pour protéger les fonctionnaires à la retraite.

• (1740)

Hier soir, tandis que nous votions sur les amendements proposés pour le bill C-133, combien de conservateurs se sont montrés pour le vote final? Ils sont 52 à être venus voter, alors que leurs 49 autres collègues se sont absentés, monsieur le Président. Si la moitié de ces absentéistes avaient été ici hier soir, le projet de loi aurait été rejeté. Où étaient ces 49 conservateurs? Les libéraux ne se sont pas absentés en si grand nombre. Je ne sais pas comment ils font leur compte pour le jumelage—est-ce un libéral pour quatre conservateurs? Si leur excuse est qu'ils étaient jumelés avec des libéraux, ils admettent en réalité qu'ils ont collaboré pour tous les votes auxquels le gouvernement libéral a survécu.

**M. Taylor:** Qui a bradé les droits de propriété?

**M. le vice-président:** A l'ordre, s'il vous plaît. La présidence s'interroge sur la pertinence du débat. La question est délicate, mais je prie le député de bien vouloir s'en tenir au bill à l'étude.

**M. Murphy:** Je puis comprendre pourquoi les conservateurs présents—non pas les 49 qui se sont absentés—ont des scrupules à ce sujet.

Tout à l'heure, j'ai entendu le député de Nepean-Carleton (M. Baker) réclamer que plus de quatre libéraux votent contre ce projet de loi. Nous avons besoin de plus de quatre ministériels pour nous appuyer, monsieur le Président. Il nous faut dès ce soir même ces 49 conservateurs pour nous aider à faire rejeter cette mesure législative qui trahit les pensionnés de la Fonction publique.

Nous nous sommes opposés à ce bill parce qu'il trahit cette confiance. Nous nous sommes débattus contre ce projet de loi, car nous savons qu'il ne vise qu'à impressionner l'opinion. Cela, nous l'avons découvert dans un document confidentiel qui est tombé entre les mains du chef de notre parti au début de l'année dernière. On y expliquait que la mise en œuvre d'un programme de restrictions dans la Fonction publique serait une opération de relations publiques. On y affirmait que la valeur même du programme reposait sur le fait que le gouvernement aurait l'air de lutter contre l'inflation.

Nous avons besoin au Canada d'un programme de création d'emplois, d'une stratégie industrielle. Nous avons besoin d'un tas de mesures pour relancer l'économie. Mais nos initiatives ne devraient surtout pas être prises au détriment des pensionnés du gouvernement. Ni des prestataires de la pension de vieillesse. Et encore moins des femmes et enfants qui bénéficient des allocations familiales. Nous voulons que les gros bonnets du parti libéral et les conservateurs silencieux et effacés viennent en aide aux Canadiens démunis. Ce dont nous pouvons nous passer, c'est de l'hypocrisie dont nous avons été témoins au cours du débat.

Notre parti a fait preuve de constance au cours du débat et dans sa lutte contre les mesures relatives aux restrictions de 6 et 5 p. 100. Nous n'avons pas cessé d'exiger un programme de création d'emplois. Notre position a été constante tout au long du débat sur les limites de 6 et 5 p. 100. Les conservateurs ne peuvent pas en dire autant. Ils ont appuyé le gouvernement sur le bill C-124 et ils désertent maintenant la couche qu'ils ont partagée.

**Des voix:** Oh, oh!